Le 28 avril 1971, le premier numéro du quotidien il manifesto *sort en kiosque. Cinquante ans plus tard, malgré mille difficultés, après avoir traversé des phases dramatiques pour sa survie, des périodes, plus ou moins brèves, d'arrêts de la publication, le journal est toujours là, bien vivant.*

***

Des organes de presse plus importants et historiques, tels que *l'Unità*, glorieux quotidien du parti communiste, « fondé par Gramsci », comme l'indique son sous-titre, ou *l'Avanti !*, du parti socialiste, ont disparu. D'autres journaux de gauche moins historiques en ont fait de même : ceux de la gauche extra-parlementaire (ou nouvelle ou révolutionnaire selon les goûts), *Lotta continua* et *il Quotidiano dei lavoratori* ; ceux de la « deuxième République » comme *Liberazione*, organe de presse de Rifondazione comunista.

Au cours des quarante dernières années, le cimetière des publications de gauche s'est rempli de pierres tombales ; l'idée même de gauche occupe probablement l'une des plus importantes de ce cimetière d'idées. Dans ce paysage peu favorable, l'existence, ou plutôt la résistance, de *il manifesto* apparaît comme un petit miracle, pas facile à expliquer.

Ce court article a pour but d'offrir au lecteur moins averti des affaires italiennes (et de la sous-espèce encore plus complexe de celles de la gauche italienne) quelques clés possibles d'interprétation de cette aventure culturelle et politique qui pourraient nous éclairer sur la façon dont ce journal a réussi à rester une voix autorisée dans la presse italienne, même aujourd'hui.

Une première remarque concerne la rareté de la bibliographie existante sur le thème spécifique de la presse de gauche et en particulier sur *il manifesto*. Il y a bon nombre d'essais et d'articles sur l'histoire initiale du groupe de *il manifesto* ; la naissance du « courant » au sein de la gauche ingraiana du parti communiste, la publication du mensuel *il manifesto* le 23 juin 1969 ; l'expulsion du groupe du parti en novembre 1969[1]; le passage du magazine au quotidien en 1971, jusqu'à la décision de se présenter aux élections politiques de 1972.

Après cette phase, que Luigi Pintor a définie d'« héroïque », il n'y a pas d'études avec une approche historiographique sur les péripéties du quotidien, du moins à ma connaissance. Font exception à cette règle certains ouvrages qui se concentrent davantage sur les événements du Parti de l'unité prolétarienne pour le communisme, dont *il manifesto* a été, bien que de manières souvent contradictoires, l'organe de presse durant les années 1970[2].

La consultation de la collection historique du journal lui-même n'est pas facilement accessible, surtout en cette période marquée par les restrictions d'accès aux bibliothèques et aux archives liées à la pandémie. Les archives en ligne du journal, accessibles aux abonnés, offrent un index des articles existant depuis janvier 1980, mais la lecture n'est possible qu'à partir des numéros d'août 1994.

Les origines

Le point de départ pour retracer l'histoire du quotidien est le récent ouvrage de

Massimiliano Di Giorgio sur la période 1969-1972, *Il giornale-partito. Per una storia de il manifesto*. Le 28 avril 1971, le premier numéro est mis en vente dans les kiosques, avec 100 000 exemplaires imprimés au prix de 50 lires ; le prix passe à 90 lires au cours de l'été 1972.

> Dès lors, la disposition des sujets suit un critère très précis : les nouvelles les plus importantes vont évidemment sur la première page, les rapports étrangers sur la deuxième, les nouvelles internes sur la troisième – avec une plus grande attention accordée aux événements sociaux – tandis que la dernière page est une sorte de quatrième de couverture, et accueille les enquêtes sur les travailleurs[3].

La présentation graphique du journal est austère, il n'y a pas de photos ni de couleurs et chaque page est surmontée d'un grand titre (appelé « table des matières ») qui établit une priorité politique pour les informations de la page.

La décision de transformer le mensuel en quotidien est inextricablement liée à l'expulsion du groupe du parti qui produit un certain impact sur la base du parti. Dans certaines villes, un nombre significatif de militants quittent le PCI et fondent de nombreux cercles de *il manifesto*. L'opération n'est pas seulement culturelle, mais fortement politique et centrée sur la « nécessité » de créer une nouvelle formation politique, comme l'affirme clairement Luigi Pintor dans l'éditorial du premier numéro du nouveau quotidien.

> Si, par conséquent, ce journal ne devait servir que de protestation, de combat idéal contre l'ordre des choses existant, ce ne serait pas un effort inutile. Après tout, la presse ouvrière a toujours eu cette fonction avant tout : établir une ligne de démarcation, avec un esprit que Gramsci appelait partisan, entre ceux qui sont contre l'ordre établi et ceux qui y adhèrent.
>
> Mais cela ne pouvait pas être suffisant.
>
> Le cadre politique auquel nous sommes confrontés aujourd'hui exige plus qu'un rejet.
>
> Un combat s'est ouvert dans notre pays, dont l'issue peut déterminer le sort du mouvement ouvrier pour toute une période historique. Si telle n'était pas notre conviction, nous ne serions pas engagés dans un travail et une lutte dont le but ultime est la formation d'une nouvelle force politique unitaire de la gauche de classe. Et nous ne ferions pas ce journal maintenant[4].

L'expulsion du groupe de *il manifesto* du PCI change le scénario. Il ne s'agit plus de s'engager dans une bataille politico-culturelle au sein du parti pour contribuer à déplacer son axe vers la gauche, il s'agit désormais de constituer « une nouvelle force politique unitaire de la gauche de classe ». Comme le dira Rossana Rossanda quelques années plus tard, « on peut dire que le quotidien *il manifesto* est le premier journal à être né de l'expérience d'une défaite politique »[5].

Il manifesto est clairement, dès le « sous-titre », un journal communiste.

> Ce qui frappe le plus dans l'édition de *il manifesto*, c'est la petite inscription « *quotidiano comunista » (quotidien communiste), en* haut à gauche, près de l'en-tête. Il s'agit du premier journal communiste en dehors du PCI, et c'est précisément le militantisme précédent et profond du parti et de son appareil de direction – ainsi qu'un sentiment de revanche morale avant que d'être politique – qui a conduit le collectif du journal à se définir comme tel[6].

Cette définition de soi comme « communiste » en dehors du parti, qui revendique une sorte de monopole sur l'utilisation de l'adjectif, caractérisera toute l'histoire du journal : les premières années, dans une relation « d'amour et de haine » envers le parti qui avait expulsé le groupe fondateur puis, après la chute du mur de Berlin et l'implosion du socialisme soviétique réel, comme une question sur le sens de se qualifier encore de « communiste ». *Il manifesto* exprimera souvent des positions critiques à l'égard du PCI, mais sans rupture radicale. Rien de comparable aux violents contrastes qui, pendant toutes les années 1970, ont caractérisé la presse, quotidienne ou non, liée aux autres organisations de la nouvelle gauche. *Il manifesto* vient du parti et il continue de se référer à ce parti, et à ses militants ; une sorte de nostalgie pour le passé du parti et pour certaines figures de leaders reste une constante, ainsi qu'une référence théorique.

Malgré cela, les réactions du PCI au nouveau quotidien n'auront certainement pas été tendres. Horrible reste la page sombre, dans le style le plus classique de la Troisième Internationale, avec laquelle *l'Unità*, la veille de la sortie du premier numéro du journal, « salue » le nouveau venu par un court italique intitulé « Qui les paie ? ». L'organe de presse du parti qui reçoit une aide financière substantielle de l'Union soviétique déclare qu'il considère comme un « conte de fées » l'idée que *il manifesto* puisse s'autofinancer en collectant 50 millions de lires d'abonnements. La réalité, cependant, serait beaucoup plus prosaïque et le chroniqueur anonyme de « l'Unità » le fait comprendre en faisant référence au fait que les cinq députés de *il manifesto* n'étaient pas présents à la Chambre au moment du vote sur les loyers fonciers. « Ils sont quelque part à parler de la révolution. Mais ils ne sont pas là pour voter contre les agrariens. »[7]

Les premières années

Les premières années du journal sont certainement complexes, marquées par une sorte de « schizophrénie » de l'objet, « mi-journal et mi-parti », comme le rappelait Pintor en 1986[8]. L'aspect journal est donné par la mise en page graphique, conçue par Giuseppe Trevisani, qui rappelle celle de la revue *Quindici*, publiée dans les années 1960 par Feltrinelli, avec l'édition des articles à suivre. L'absence d'illustrations et de publicité, sauf pour les livres et les magazines, et le choix de ne pas signer la plupart des articles, revendiquant ainsi le sens de l'action commune du collectif du journal[9]. Le caractère « austère » du journal va toutefois de pair avec l'attention portée aux innovations technologiques, comme le rappelle Aldo Garzia, journaliste de *il manifesto*.

> L'histoire du quotidien représente un paradoxe dans le monde de l'information. Il se présente avec un graphisme, un contenu et un prix inhabituels, puis il devient le premier journal à utiliser la possibilité de la « double impression », en se servant de la transmission par câble avec la rédaction de Milan. Au début, c'était un produit « artisanal », puis avec les nouvelles technologies de l'information, il

> a surclassé les grands journaux. Une fois de plus, l'ingéniosité des pauvres bouleverse les lois du marché[10].

L'aspect plus directement politique, visant à la formation d'une nouvelle organisation, est cependant certainement l'objectif principal de cette première phase de la vie du journal. Le quotidien a pour mission de diffuser la ligne politique du groupe, qui structure sa présence sur le territoire précisément à partir de l'agrégation autour du journal. L'opération est complexe et échouera, laissant le groupe exécutif, et le journal dans cette phase, dans une sorte d'entre-deux entre le PCI et les autres groupes de la nouvelle gauche née sur la vague des mouvements de 1968-1969.

> L'échec de cette tentative s'explique par le fait qu'il existe une distance politique considérable, perçue avant tout par les extra-parlementaires eux-mêmes, entre un groupe qui est quoiqu'il en soit interne à l'histoire et à la tradition de la gauche historique italienne – c'est-à-dire *il manifesto* – et une série de formations nées sur la vague des protestations étudiantes et qui contestent le même héritage politique que celui du Parti communiste[11].

À la lumière de ces contradictions, le double échec de ces années-là semble inévitable : la fusion ratée avec Potere Operaio, puis la dure défaite électorale aux élections politiques de 1972, avec Pietro Valpreda comme tête de liste, due à l'impossibilité d'atteindre le quorum pour la liste de *il manifesto*[12].

Ces deux échecs provoquent les premiers signes de mauvaise humeur au sein du groupe dirigeant avec l'éloignement d'Aldo Natoli et de Massimo Caprara. La défaite électorale est cuisante, Rossana Rossanda la définira par la suite comme « un redimensionnement » ; elle prive également le quotidien de l'apport économique provenant des souscriptions des cinq parlementaires dans une phase où la « concurrence » au sein de la presse de la nouvelle gauche devient plus rude avec l'arrivée dans les kiosques de deux autres journaux : d'abord *Lotta continua*, le 11 avril 1972, et ensuite *il Quotidiano dei lavoratori*, le 26 novembre 1974[13].

L'idée d'unifier les forces de gauche est redéfinie dans un long processus de rapprochement (deux ans) entre *il manifesto* et le Parti de l'unité prolétarienne (Pdup), formé par les militants du Psiup dissous qui n'ont pas choisi de rejoindre les partis de la gauche historique (PCI et PSI). En 1973, le secrétaire du parti, Enrico Berlinguer, dans une série d'articles célèbres publiés dans *Rinascita*, expose la stratégie du « compromis historique » en réponse au drame du coup d'État chilien contre le gouvernement socialiste dirigé par Allende. Le choix du PCI de rechercher une alliance « légitimatrice » avec les démocrates-chrétiens, qui aboutira au cours du triennat 1976-1979 aux gouvernements de « solidarité nationale », démocrates-chrétiens monocolores rendus possibles d'abord par l'abstention et ensuite par le vote favorable du Parti communiste, rendra de plus en plus âpre l'affrontement politique entre le PCI et les différents groupes existants à sa gauche. Dans ce cadre, *il manifesto* (comme le Pdup) restera « au milieu du gué », éloigné des deux camps et essentiellement sans influence d'un point de vue politique.

L'union entre le Pdup et *il manifesto* se complète en 1974 avec la naissance du Pdup pour le communisme. La naissance de la nouvelle formation accentue les contrastes au sein de l'ancien groupe de direction, entre ceux qui voulaient défendre l'autonomie du journal et

ceux qui voulaient le transformer de plus en plus en organe de presse du nouveau parti ; les contrastes risquant de faire exploser l'équilibre interne du journal. En 1975, Luigi Pintor quitte la direction du quotidien, qui traverse entre-temps sa première phase de crise avec une suspension de publication.

> Au début de cette année [1975], *il manifesto* était en crise ; il ne parait pas dans les kiosques pendant au moins trente jours, suite à un conflit syndical entre les travailleurs de l'imprimerie où le journal était imprimé et son propriétaire, M. Lanzara. Finalement, la situation s'est débloquée : le journal a repris l'imprimerie, a acheté de nouvelles rotatives et d'autres équipements d'impression et a acheté des locaux pour la coopérative que les anciens employés de Lanzara ont fondée la même année[14].

Enfin, en 1978, une grande partie de la direction historique de *il manifesto* quitte le Pdup, et le journal retrouve une autonomie complète[15].

La rupture définitive avec le PCI

Cet « abandon » a marqué la fin de la période de « schizophrénie » du journal. « Un journal est un journal », disait Pintor, et à partir de la fin des années 70, *il manifesto* a assumé un rôle de plus en plus important en tant que quotidien, avec de profonds changements dans sa conception graphique, dans les sujets qu'il traitait, en un mot, en étant un journal, moins lié aux pages compliquées et malheureuses des différents groupes de la nouvelle gauche.

La fin des années 1970 marque, entre autres, une profonde transformation de la scène de la gauche italienne. La saison de la solidarité nationale, visant à « vaincre » une inflation qui avait atteint des sommets à deux chiffres et le « terrorisme », a vu naître le premier mouvement social de protestation qui s'est opposé frontalement au parti communiste, le mouvement de 1977. Le noyau historique de *il manifesto* restera distant, et souvent profondément opposé à ce mouvement, mais dans les années 1980 l'arrivée dans la rédaction de jeunes journalistes ayant fait partie de ce mouvement donnera lieu à un riche échange intellectuel qui amènera, surtout Rossanda dans le groupe historique, à revoir certaines positions de fermeture que le journal avait prises au cours de l'année 1977. Significatif à cet égard est le jugement sévère que Rossanda a exprimé sur la politique du Parti communiste à l'occasion d'un encart publié pour le dixième anniversaire du mouvement.

> … ce qui est certain, c'est que dans la seconde moitié des années 70, le parti communiste, dans la stratégie de Berlinguer, a perdu l'ambiguïté positive de sa position d'après-guerre. Ce n'était plus un parti qui, en démocratie, poursuivait une forme de transformation de la société et de l'État : la menace de récession lui suffisait pour restaurer la légitimité de l'entreprise, et la menace du terrorisme pour restaurer la légitimité de l'État[16].

C'est précisément dans les années les plus dures de la lutte armée, celles de l'enlèvement et de l'assassinat d'Aldo Moro[17], que nous pouvons peut-être identifier la rupture

irréparable du cordon ombilical qui unissait encore le groupe historique du journal au Parti communiste. La principale protagoniste fut Rossana Rossanda, d'abord avec un célèbre article « sur l'album de famille » dans lequel elle analysait l'origine gauchiste sans équivoque des Brigades rouges que le Parti communiste niait dans sa recherche désespérée de « légitimité démocratique », puis, de manière encore plus radicale, avec la défense absolue du *garantisme* alors que le PCI, à l'occasion de l'opération judiciaire contre l'autonomie ouvrière en 1979, commençait à assumer cette position qui le conduirait à devenir « le parti des juges ».

> Quiconque a été communiste dans les années 1950 reconnaîtra soudain la nouvelle langue du R.B.. C'est comme feuilleter l'album de famille : tous les ingrédients qui nous ont été servis dans les cours de Staline et de Zdanov d'heureuse mémoire sont là. Le monde, avons-nous appris alors, est divisé en deux. D'un côté l'impérialisme, de l'autre le socialisme. L'impérialisme agit comme la centrale unique du capital monopolistique international (on ne parlait pas alors de « multinationales »). Les États étaient le « comité d'entreprise » local de l'impérialisme international. En Italie, le parti de confiance [partito di fiducia] – l'expression est de Togliatti – était la DC. Dans ce cadre, un peu moins grossier et heureusement rééquilibré par la « duplicité », c'est-à-dire par l'intuition du nouveau parti, par la lecture de Gramsci, par une pratique de masse différente, s'est développé le militarisme communiste des années 50. Qu'il soit jeune ou vieux, l'homme qui manipule le fameux Ibm est un pur vétéran du communisme. À quoi il ajoute une conclusion qui elle n'est cependant pas celle du vétéran-communiste : la guérilla[18].

Cette analyse des Brigades rouges est fondamentale, car elle marque une approche du phénomène de la lutte armée de la gauche qui distinguera la ligne éditoriale de *il manifesto* pendant de nombreuses années. Le rejet des théories du complot qui envisagent l'histoire de la lutte armée dans un cadre réunissant les massacres, le terrorisme politique et la mafia dans un même dessein politique visant à empêcher le PCI d'atteindre le gouvernement. La lecture du drame de la lutte armée comme phénomène interne de la Gauche radicale et aussi du conflit d'usine, fera de *il manifesto*, déjà à partir des années 80, l'un des lieux privilégiés de réflexion sur ces événements dramatiques et aussi de diffusion des positions de ceux qui, parmi les ex « combattants », ont poussé à la « dissociation » et à la clôture des « années de plomb »[19].

Plus difficile encore sera la rupture avec le PCI sur le sujet du *garantisme*. Le *casus belli* initial est l'opération « 7 avril », lorsqu'un grand raid est mené dans toute l'Italie, conduisant à l'emprisonnement d'une grande partie du groupe exécutif d'Autonomia Operaia (Autonomie ouvrière) milanaise et vénitienne. L'enquête menée par le juge Pietro Calogero, fortement soutenue par le Parti communiste, théorisait une unité substantielle entre les groupes de l'autonomie et les Brigades rouges, arrivant même, dans les accusations initiales, à supposer que certains dirigeants de l'Autonomie, comme Toni Negri avaient eu un rôle de « chef des Brigades rouges ». Malgré la distance absolue de *il manifesto* par rapport aux positions de Negri et des autres accusés, le journal, dès le début, ne s'est pas joint au chœur de la presse (en particulier celle proche du PCI) qui exultait de la défaite définitive du terrorisme et applaudissait l'enquête. Le journal a suivi avec attention le processus judiciaire de l'affaire pendant plus de dix ans.

« Sentence fasciste sur le 7 avril », titrait en première page le journal du 13 juin 1984 à

l'occasion du verdict de première instance condamnant 55 accusés « à des siècles de prison sur la parole d'un tueur à gages ». L'éditorial très sévère de Rossanda accompagnait l'article de première page sur la sentence.

> La première Cour d'Assises de Rome envoie dire (imaginons avec quelle jubilation de ceux qui prêchent et pratiquent la fuite) qu'en Italie il vaut mieux se soustraire à la justice : le procès, une fois que le juge d'instruction a décidé de te coincer, est devenu une simple formalité… L'Italie de l'État d'urgence a liquidé, par le biais d'une justice qui dans son histoire n'a peut-être jamais été aussi servile et obséquieuse, non pas « les violents », mais les différentes poussées de l'Autonomie. L'accord entre le gouvernement et les partis d'opposition, entre les patrons et les syndicats, a été silencieux, efficace et parfait[20].

Et le journal a continué à s'intéresser à cette question jusqu'au verdict final de 1987, qui démolissait quant à lui substantiellement la « théorie de Calogero ».

> La Cour d'appel de Rome a démoli le château de cartes accusatoire du 7 avril par lequel l'État, les partis et les pouvoirs se sont débarrassés d'Autonomia Operaia en 1979. Et ont envoyé un signal menaçant aux mouvements, coincés entre l'attaque des organisations armées d'un côté et celle du Parti communiste de l'autre. Un groupe de magistrats, d'avocats, de journalistes et de dirigeants communistes avec l'aval obséquieux de *l'Unità* et de *la Repubblica* ont été les grands partisans du délire du procureur de Padoue, Calogero, du premier repenti, bien que meurtrier de droit commun, Fioroni et des lois spéciales.
>
> Rien de cette hypothèse accusatrice, qui voulait être l'histoire d'une décennie, de 1969 à 1979, n'est resté debout. Ni l'accusation de tentative d'insurrection armée ; la voix tranquille du juge Verrone a dit ce que tout le monde savait, à savoir que « la base factuelle de la condamnation n'existe pas » [il fatto non sussiste].
>
> Ni le fameux « O », l'organisation par excellence qui, tantôt sous un acronyme, tantôt sous un autre, aurait secrètement dirigé la subversion armée à travers un intellectuel pernicieux, Antonio Negri, en partant de Potere Operaio jusqu'aux B.R. (Brigades rouges). Potere operaio n'était pas une bande armée. Des mémoires orientées de Carlo Fioroni, la Cour, comme le juge Palombarini et ensuite la Cour de Padoue, a considéré seulement, en examinant les accusations, qu'il y avait quelques personnes qui ont agi illégalement, au cas par cas…
>
> Tout va bien, alors ? Bien, un souffle de soulagement, cette pluie d'acquittements, de prescriptions, l'utilisation normale des circonstances atténuantes, le sens de la distance, de l'équilibre, du bon sens qui a engagé la Cour. Lourd – les accusés qui ont été acquittés après des années d'emprisonnement n'ont pas seulement pleuré de bonheur – le constat que pendant près d'une décennie de la vie de soixante personnes, d'énormes et infâmes accusations ont pesé lourd, et que certains d'entre eux ont inutilement purgé jusqu'à cinq ans de prison. Le système judiciaire s'est prêté au jeu de punir une extrême gauche mal à l'aise, avec une avidité qui rappelle les

> tribunaux fascistes…
>
> Quelqu'un nous a dit hier : c'est aussi votre victoire. C'est une maigre victoire que de voir, huit ans plus tard, une image plus présentable de la justice restaurée. Comme la punition avait déjà été infligée, elle a été purgée avant le procès, une vengeance a été exécutée. Celle d'hier est une réparation tardive et partielle très irréparable[21].

Mais la position *garantiste* limpide du journal ne s'est pas limitée au procès du 7 avril. L'attention constante portée aux affaires pénitentiaires a conduit le quotidien à soutenir la création du magazine *Antigone* en mars 1985, d'abord en tant que supplément, puis de manière complètement autonome. Et puis, encore plus surprenant et scandaleux pour de nombreux lecteurs de gauche, les doutes initiaux sur la possibilité de lire le massacre de la gare de Bologne d'août 1980 comme un nouvel épisode de la stratégie de la tension [22] et ensuite ceux sur la culpabilité des fascistes de la Nar pour ce massacre.

Un journal en transformation

Mais les années 1980 ont été une décennie de profonde transformation du journal d'un point de vue éditorial. Un nouveau graphisme à partir de 1982, une augmentation du nombre de pages et ensuite les nouvelles pages culturelles « qui constituaient le laboratoire le plus libre et sans préjugé de la presse italienne », avec les encarts « la talpa del giovedì », « la talpa libri » et « il domenicale »[23]…

Comme nous l'avons déjà mentionné, le fait que le journal se soit « émancipé » de son rôle d'organe du parti a également facilité l'élargissement du cercle des contributeurs et l'émergence avec force de thèmes qui avaient été précédemment « étouffés » par les exigences de la ligne politique. C'est le cas des réflexions sur les questions féministes et sur la théorie de la différence, qui dépassent désormais les contingences liées aux grandes batailles politiques du mouvement féministe. Ou encore l'ouverture aux questions écologiques, avec la publication du mensuel environnemental *Arancia Blu* (Orange bleue) comme supplément au journal en 1990.

Il manifesto traverse toute la décennie en observant, sans étonnement, l'effritement du système politique soviétique ; le magazine, qui a publié en septembre 1969 le célèbre article « Prague est seule », suit désormais quotidiennement les dernières convulsions de ce système, parfois dramatiques comme le coup d'État du général Jaruzelski en 1981 en Pologne[24]. Sans l'embarras de la presse proche du parti communiste, mais aussi sans l'arrogance, et souvent l'ignorance, de ceux qui théorisent la « fin de l'histoire » et le triomphe définitif du capitalisme.

Si la fin des années 1970 a signifié pour le journal la coupure du cordon ombilical avec le parti communiste, le début des années 1980 marque la grande crise entre le groupe dirigeant historique et les « jeunes ». En 1990, Sandro Medici est nommé rédacteur en chef ; avec lui, c'est la ligne visant le renouvellement de l'entreprise éditoriale qui gagne. La position des fondateurs qui voulaient que le journal s'engage aux côtés d'Ingrao contre la dissolution du PCI est quant à elle défaite. Rossanda et Pintor quittent le comité de rédaction, tandis que Parlato se « retire » pour diriger la page économique.

« Notre guerre d’indépendance »

En 1994, autre changement majeur, préparé par une longue et ingénieuse campagne publicitaire avec l’image d’un enfant endormi et le slogan « La révolution non russe ». Le format du journal devient tabloïd, la première page étant dominée par une photo et un grand titre[25]. La tentative de relance est aussi une nécessité économique. Le journal est en crise et la coopérative s’ouvre à l’actionnariat généralisé [26] tandis que le journal, l’un des premiers en Italie, débarque sur le web.

Cependant, le succès de la campagne ne suffit pas ; la situation économique du journal reste extrêmement difficile et, au début du nouveau siècle, il tombe en état de liquidation forcée et risque même la fermeture en 2012, ce qui est évité lorsque, en 2013, la coopérative d’édition « Il Nuovo Manifesto » reprend la publication, en payant une redevance mensuelle. La naissance de la nouvelle coopérative n’est pas une opération indolore et passe par une nouvelle fracture douloureuse du collectif de journalistes avec l’abandon de nombreuses signatures « historiques » du journal, dont les deux derniers des fondateurs, Rossana Rossanda et Valentino Parlato.

L’obstination paie et, en 2016, la coopérative redevient propriétaire du journal. «La nostra guerra d’indipendenza» [Notre guerre d’indépendance] est le titre du journal du 29 septembre 2016, qui salue la « reconquête » de la propriété du journal et une nouvelle charte graphique.

*

Pour clore cet essai, qui a tenté de retracer, avec d’inévitables lacunes, les étapes les plus importantes d’un demi-siècle de vie d’un quotidien, nous pouvons revenir à la question initiale : comment un journal sans grands moyens financiers a-t-il pu survivre dans un pays et à une époque qui a vu disparaître de nombreuses autres publications, y compris des publications beaucoup plus importantes et historiques ?

À mon avis, la réponse à cette question est étroitement liée à la « qualité » spécifique du produit journal. *Il manifesto* n’est pas submergé par l’échec de la nouvelle gauche parce qu’il a réussi, bien qu’au milieu de mille contradictions, à ne pas s’aplatir sur les événements d’une organisation spécifique. Cela a permis, depuis le début des années 1980, grâce à la présence dans la rédaction d’excellents journalistes, d’améliorer sensiblement le « produit » journal et d’attirer comme collaborateurs une grande partie du meilleur de la culture produite par la longue saison des mouvements italiens, même ceux qui, pendant les années 1970, occupaient des positions très éloignées de celles du journal et de son groupe politique.

Cette qualité va de pair avec les profondes transformations graphiques du journal, qui lui permettent de conserver une incisivité dans le paysage asphyxié de l’actualité italienne. Les Unes et les titres des journaux se distinguent, à commencer par les revues de presse télévisées, dans un cadre où les titres d’ouverture choisis par les grands journaux nationaux sont des copies les uns des autres.

Un autre élément important est la décision de former une coopérative et de confirmer ainsi le caractère de « pur éditeur » du journal, ce qui le différencie d’une grande partie de la presse nationale détenue par quelques grands groupes économiques.

Bien sûr, tout n'est pas rose. *Il manifesto* est encore un journal pauvre, avec un tirage limité (les chiffres de novembre 2020 parlent d'un peu plus de 12 000 exemplaires vendus par jour), en danger permanent de fermeture ; ses journalistes acceptent de travailler avec des salaires basés sur les minima syndicaux et il y a eu de nombreuses périodes où le paiement des salaires est arrivé avec des mois de retard. Cela accentue la rotation physiologique des journalistes qui migrent vers des journaux qui peuvent offrir des salaires plus élevés (ainsi qu'être payés régulièrement), et dans cette rotation, la qualité est parfois perdue.

Puis dans l'histoire de *il manifesto*, un collectif animé par des idéaux politiques et avec un niveau de partage personnel extrêmement élevé, il y a les blessures profondes des fractures, des décisions non partagées, des abandons. Des passages douloureux comme celui de 2012 restent et marquent à la fois ceux qui partent et ceux qui restent.

Mais au bout du compte, il y a un journal qui continue à sortir chaque jour, offrant à ses lecteurs une vision différente – et nécessaire – du reste de la presse nationale.

*

Traduit par Stefanie Prezioso.

Le titre de l'article est un jeu de mots, référence au fait qu'en italien « la rivoluzione russa » (la révolution russe) peut être lue comme « la révolution ronfle » (du verbe russare, qui signifier ronfler).

Illustration : réunion de rédaction / Luigi Pintor, Luciana Castellina, Valentino Parlato / https://ilmanifesto.it

Notes

[1] « Le 25 novembre, le Comité central se réunit, enregistre les dernières interventions de Rossanda, Pintor et Natoli, puis décrète l'expulsion des trois. Le lendemain, 26 novembre, la Commission centrale de contrôle décide d'expulser Lucio Magri, tandis que quelques jours plus tard, la Fédération de Naples prend la même mesure contre Massimo Caprara ». Massimiliano Di Giorgio, *Il giornale-partito. Per una storia de il manifesto*, Odradek, Rome, 2019, p. 69.

[2] À ces textes, il convient d'ajouter celui de Valentino Parlato, publié à l'occasion du quarantième anniversaire du journal, *La rivoluzione non russa. Quarant'anni di storia del « manifesto »*, édité par Giancarlo Greco, Manni 2012.

[3] M. Di Giorgio, *Il giornale-partito,* cité, p. 158.

[4] *il manifesto*, 28 avril 1971.

[5] M. Di Giorgio, *Il giornale-partito,* cité, p. 140.

[6] Ibid, p. 160.

[7] *l'Unità*, 27 avril 1971. Les cinq députés élus sur les listes du PCI, mais ensuite exclus du parti, étaient Luigi Pintor, Eliso Milani, Liberato Bronzuto, Massimo Caprara et Aldo Natoli.

[8] “À sa naissance, *il manifesto* quotidien était une invention absolue, comme la pile, le paratonnerre ou la bicyclette, quoique moins utile et moins célèbre… En fait, *il manifesto*, né trop à gauche, a toujours souffert d’une schizophrénie, mi-journal et mi-parti. Il n’a jamais eu ni la fierté ni la conscience d’être une invention, même technique, en raison de sa manière inappropriée de fonctionner, de transmettre des messages, de les recevoir, de croître ou non sur lui-même. Et d’être ainsi, et non pas malgré cela, le vecteur efficace d’un patrimoine politiquement préexistant. Il a fallu de nombreuses années, et de nombreuses mésaventures internes, pour que cette schizophrénie cède la place à la difficile réaffirmation, année après année, des raisons d’être de ce journal comme instrument original et autonome d’information et d’orientation ». Luigi Pintor, *La primogenitura senza lenticchie*, *il manifesto*, 29 avril 1986.

[9] Le choix de ne pas signer la grande majorité des articles sera commun, dans ces années-là, à toute la presse de la nouvelle gauche.

[10] A. Garzia, *Da Natta a Natta. Storia del Manifesto e del Pdup*, Dedalo, Bari, 1985, cité par M. Di Giorgio, *Il giornale-partito*, cité, p. 172.

[11] M. Di Giorgio, *Il giornale-partito,* cité, p. 240.

[12] Pietro Valpreda, le principal candidat, est l’anarchiste suspecté du massacre de la Piazza Fontana le 12 décembre 1969 et est en prison depuis près de trois ans, malgré le fait que la « piste noire », c’est-à-dire la responsabilité des néo-fascistes dans le massacre, fait l’objet d’une enquête judiciaire. La liste de *il manifesto* obtiendra un peu plus de 200 000 voix (0,6%), ce qui est insuffisant pour atteindre le quorum nécessaire à l’élection des députés. Au total, plus d’un million de voix de gauche ont été « perdues » lors de ces élections. Ni le Parti socialiste italien de l’unité prolétarienne (648 000 voix), ni il Manifesto (224 000), ni le Mouvement politique des travailleurs (120), ni le Parti communiste marxiste-léniniste italien (86 000) ne parviennent à élire de députés.

[13] Les années 70 italiennes, parmi d’autres particularités, ont également connu cette incroyable coexistence pendant une certaine période de trois journaux nationaux dans les kiosques liés à des organisations de la nouvelle gauche. Pour mémoire, *Lotta continua*, qui était auparavant un hebdomadaire, a cessé de paraître en 1982. La durée de *il Quotidiano dei lavoratori* est plus courte et sa publication sera suspendue dès 1979.

[14] M. Di Giorgio, *Il giornale-partito,* cité, p. 246. Luigi Pintor a quitté la direction, mais pas le journal. Il sera encore directeur de la rédaction à trois périodes différentes.

[15] Six ans plus tard, en 1984, le Pdup, qui comprend certains des leaders historiques de *il manifesto* comme Lucio Magri et Luciana Castellina, termine sa parabole en réintégrant le PCI post-compromis (et post-Berlinguer). « On ne peut pas dire que les dirigeants du PCI aient péché par générosité en consommant et en absorbant le Pdup, comme un grand fleuve le fait avec un petit affluent. Ils ont traité l’affaire au sein de leur comité central, comme un “point divers” ». Lugi Pintor, *Affluenze, il manifesto*, 6 décembre 1984.

[16] R. Rossanda, *Il capolinea del ’77*, in Marco Bascetta et al, *Millenovecentosettantasette*, manifestolibri, Rome 1997, p. 23. L’encart sur le mouvement de 1977, publié dans le journal à l’occasion de son dixième anniversaire, a été réédité, avec l’ajout de quelques essais et quelques révisions de textes, dix ans plus tard par la maison d’édition manifestolibri, liée au journal et fondée en 1991.

[17] Pendant les 55 jours dramatiques de l'emprisonnement de Moro, *il manifesto*, comme les deux autres journaux de la nouvelle gauche, est l'un des rares quotidiens à s'opposer à la « stratégie de la fermeté » et à soutenir une négociation visant à sauver la vie du président de la DC.

[18] R. Rossanda, *Discorso sulla Dc*, « il manifesto », 28 mars 1978.

[19] À cet égard, il est plutôt triste de constater que, ces derniers temps, le manifeste semble avoir abandonné cette position avec des articles, même par des noms importants comme le directeur adjoint Tommaso Di Francesco, qui semblent donner du crédit à certaines des « divagations » de la Commission sur les massacres dirigée par Fioroni.

[20] R. Rossanda, « A vendetta », *il manifesto*, 13 juin 1984.

[21] R. Rossanda, « Una riparazione », *il manifesto*, 9 juin 1987.

[22] « Mais qu'y a-t-il à déstabiliser en Italie à ce stade de la vie politique nationale, contre qui et pour qui ? Il y a trois ans, on pouvait raisonner à ce sujet, mais maintenant ? ». Luigi Pintor, « Se è un attentato », *il manifesto*, 3 août 1980.

[23] Marco Bascetta, « Un sognatore informato in redazione », *il manifesto*, 27 octobre 2017. L'article de Bascetta, en mémoire de Severino Cesari, offre de nombreuses informations sur la naissance et le développement des pages culturelles du journal « un corps jamais totalement intégré dans un journal né pour être totalement politique ».

[24] « La dictature militaire en Pologne. Une junte dirigée par Jaruzelski déclare l'état de siège et le couvre-feu, arrête les dirigeants de Solidarnosc, militarise les usines. Le pays est isolé. Moscou approuve, l'Occident regarde », « il manifesto » 14 décembre 1981.

[25] Les titres de la première page du journal, souvent caustiques et irrévérencieux, sont devenus en quelques années une véritable marque de fabrique du journal.

[26] « … en un an, nous avons collecté des abonnements pour 7 milliards de lires. L'année 1994 a donc été la seule année où le journal a clôturé ses comptes dans le noir, a vendu en moyenne 54 000 exemplaires et, on peut le dire, a été ressuscité », Pier Luigi Sullo, *E nacque il direttore editoriale*, un texte écrit pour le 50e anniversaire du journal et disponible sur le site du manifeste.